

Sous-préfecture de Clamecy – travaux aménagement des locaux et mise aux normes ERP de l'accueil

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

partie 1/2 LOT 00 Tout Corps d'Etat

décembre 2024

Maître d'ouvrage :



**PRÉFÈTE
DE LA NIÈVRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PREFECTURE DE LA NIEVRE

40, rue de la Préfecture
58000 NEVERS

Maître d'œuvre :



ATELIER ARCH'CADE

22, rue Frédéric Beaulieu
58 200 COSNE-SUR-LOIRE
tél : 03 86 26 36 48

graziani@archcade.com



3iA Auxerre

Centre d'affaires les Boutisses
89000 AUXERRE
Tel : 03 86 42 90 02
Email : auxerre@3ia.fr

3iA Dijon

2 Allée Alfred NOBEL
21000 DIJON

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
0.01 OBJET DE TRAVAUX	4
0.01.1 - CONSISTANCE GENERALE DES TRAVAUX	4
0.01.2 - NATURE DES TRAVAUX	4
0.01.3 - LIMITE DES PRESTATIONS	4
0.01.3.1 - NE SONT PAS PREVUS DANS LE PROGRAMME DES TRAVAUX	4
0.01.3.2 - SONT A PREVOIR POUR CHAQUE LOT :	4
0.01.3.3 - NE SONT PAS A PREVOIR POUR CHAQUE LOT :	5
0.01.4 - DÉCOMPOSITION DES LOTS	5
0.02 - SPECIFICATIONS TECHNIQUES GENERALES	5
0.02.1 - TEXTES ET REGLEMENTS	5
0.02.2 - LOIS – TEXTES ET DÉCRETS GÉNÉRAUX	5
0.03 - D.T.U. – NORMES ET REGLES DE CALCULS	5
0.03.1 - DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES - D.T.U.	5
0.03.2 - REGLES DE CALCUL	5
0.03.3 - COMMENTAIRES – CLASSEMENTS – GUIDES – RECOMMANDATIONS	6
0.03.4 - GUIDES ET AVIS TECHNIQUES	6
0.03.5 - DECHETS ET MATERIAUX DANGEREUX	6
0.04 - ETUDES, PLANS ET DOCUMENTS	6
0.04.1 - ETUDES TECHNIQUES	6
0.04.2 - CONTRÔLE DES PLANS ET DOCUMENTS	7
0.04.3 - PLANS D'EXÉCUTION - DETAILS	7
0.04.4 - ESSAIS ET CONTROLES	7
0.04.5 - DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	7
0.05 - ORGANISATION DE CHANTIER	7
0.05.1 - COORDINATEUR SECURITE	7
0.05.2 - ORDONNANCEMENT, COORDINATION, PILOTAGE	8
0.05.3 - PLANNING DES TRAVAUX	8
0.05.4 - REUNIONS DE CHANTIER	8
0.05.5 - COMPTE PRORATA	8
0.05.6 - INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER	8
0.05.7 – LE QUANTITATIF	9
0.05.8 - NETTOYAGE DES VOIRIES ET ACCÈS	9
0.05.9 - NETTOYAGE CHANTIER ET GRAVATS	9
0.05.10 - NETTOYAGE GENERAL AVANT RECEPTION	9
0.05.11 - RESPONSABILITÉ POUR VOLS ET DEGRADATIONS	9
0.06 - CONDITIONS PARTICULIERES RELATIVES AU CHANTIER	9

0.06.1 - SUJETIONS D'EXECUTION.....	9
0.06.2 - LOCALISATION DES OUVRAGES	9
0.06.3 - DEMARCHES ET AUTORISATIONS	10
0.06.4 - BRUITS DE CHANTIER	10
0.07 - QUALITÉ DES MATÉRIAUX ET MATERIELS.....	10
0.07.1 - QUALITE DES MATERIAUX.....	10
0.07.2 - MARQUES ET REFERENCES.....	10
0.08 - MISE EN OEUVRE ET REALISATION DES OUVRAGES.....	10
0.08.1 - CONCEPTION DES OUVRAGES.....	10
0.08.2 - SPECIFICATIONS GENERALES D'EXECUTION.....	10
0.08.3 - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE	11
0.08.4 - TOLERANCES DIMENSIONNELLES.....	11
0.08.5 - RECEPTION DES SUPPORTS.....	11
0.08.6 - DECHARGEMENT, MONTAGE DES MATERIAUX, PROTECTION DES OUVRAGES	11
0.08.7 - TROUS – PERCEMENTS – SCHELLEMENTS – RACCORDS.....	11
0.08.8 - BRANCHEMENTS ET RACCORDEMENTS	12
0.09 - IMPLANTATION DES OUVRAGES	12
0.09.1 - PIQUETAGE GENERAL.....	12
0.09.2 - TRAIT DE NIVEAU ET TRAIT D'AXE.....	12
0.10 - DISPOSITIONS GENERALES.....	12
0.10.1 - CONNAISSANCE DES LIEUX	12
0.10.2 - COMPOSITION DES OFFRES.....	13
0.10.3 - DISPOSITIONS TECHNIQUES ET FINANCIERES D'ORDRE GENERAL	13
0.10.4 - PRÉSENTATION DES OFFRES.....	13

0.01 OBJET DE TRAVAUX

0.01.1 - CONSISTANCE GENERALE DES TRAVAUX

Le présent C.C.T.P. concerne les travaux tous corps d'états dans le cadre suivant :

Sous-préfecture de Clamecy – travaux aménagement des locaux et mise aux normes ERP de l'accueil

Les travaux et aménagements à réaliser sont définis par l'ensemble des plans de la maîtrise d'œuvre et les C.C.T.P. de chaque lot.

Maître d'ouvrage :
PREFECTURE DE LA NIEVRE
40, rue de la Préfecture
58000 NEVERS

Architecte :
ATELIER ARCH'CADE
19, rue Alphonse Baudin
58 200 COSNE-SUR-LOIRE
tél : 03 86 26 36 48
graziani@archcade.com

Bureau d'étude structure, VRD, thermique, fluide
3IA
Centre d'affaires les Boutisses
89000 AUXERRE
Tel : 03 86 42 90 02
Email : auxerre@3ia.fr

Bureau de contrôle :
APAVE DIJON
thomas.dameron@apave.com

Coordinateur SPS :
APAVE DIJON
christophe.babinski@apave.com

0.01.2 - NATURE DES TRAVAUX

Le projet consiste à réaménager des bureaux et créer un accueil accessible au public à la sous-préfecture de Clamecy

0.01.3 - LIMITE DES PRESTATIONS

0.01.3.1 - NE SONT PAS PREVUS DANS LE PROGRAMME DES TRAVAUX

- Les frais et honoraires de l'architecte
- Les frais de raccordements sur les réseaux des concessionnaires.
- Le mobilier mobile, tables, chaises etc.

0.01.3.2 - SONT A PREVOIR POUR CHAQUE LOT :

- La visite et la reconnaissance préalable des lieux.
- Les frais d'études spécifiques au lot concerné et l'établissement des plans de détails et d'exécution, études et notes de calcul.
- Les travaux d'installation de chantier spécifique au lot.
- La réception et le contrôle des supports.
- L'implantation et le traçage des ouvrages.
- La manutention et le transport des matériels et matériaux, compris transport, déchargement, stockage et distribution sur chantier.
- Les réservations en fonction des plans et réservations des lots techniques.
- Les dispositifs de protection et de sécurité appropriés.
- La mise en œuvre et finitions des ouvrages divers liés aux interventions et travaux des différents corps d'état définis par les CCTP et plans dans leur ensemble, y compris toutes sujétions d'exécution, découpes, réservations, etc.
- Les nettoyages en cours et en fin de travaux, ainsi que l'évacuation de ses gravois, emballages chutes et détritux divers.

Sous-préfecture de Clamecy – travaux aménagement des locaux et mise aux normes ERP de l'accueil CCTP partie 1/2 - LOT 00 TCE

- La protection des ouvrages posés par les autres corps d'état.
- La protection des ouvrages exécutés jusqu'à leur réception,
- La remise de tous les documents, plans d'exécution, PV d'essais COPREC, notice d'entretien, garanties, etc..

0.01.3.3 - NE SONT PAS A PREVOIR POUR CHAQUE LOT :

- Les frais et taxes de raccordement des réseaux publics.
- Les frais et honoraires pour Maîtrise d'œuvre.
- La fourniture du matériel nécessaire à l'équipement des locaux en complément des équipements de base prévus.

0.01.4 - DÉCOMPOSITION DES LOTS

Les travaux sont décomposés en **8 lots** traités en marchés séparés par corps d'état pour l'ensemble des travaux. Les travaux comprennent :

LOT 00 : GÉNÉRALITÉS - T.C.E.
LOT 01 - GROS ŒUVRE – VRD
LOT 02 - MENUISERIE EXTERIEURE
LOT 03 - MENUISERIE INTERIEURE
LOT 04 - PLATRERIE / PEINTURE / PLAFOND
LOT 05 – SOL SOUPLE
LOT 06 – CARRELAGE
LOT 07 - CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE
LOT 08 - ÉLECTRICITE

0.02 - SPECIFICATIONS TECHNIQUES GENERALES

0.02.1 - TEXTES ET REGLEMENTS

Les travaux, objet de la présente opération, devront être prévus et réalisés conformément aux Règles de l'Art et suivant les prescriptions de l'ensemble des Textes et Règlements Officiels en vigueur à la date de l'exécution des travaux.

0.02.2 - LOIS – TEXTES ET DÉCRETS GÉNÉRAUX

Il devra être tenu compte de l'ensemble des Textes de Lois, Décrets et Arrêtés relatifs aux Travaux de Bâtiment et de Génie Civil, et en particulier :

- Code de la construction et de l'habitation.
- Code civil
- Code de la consommation.
- Code de l'environnement.
- Code de la santé publique.
- Code de l'urbanisme.
- Réglementation Acoustique en vigueur pour l'isolement acoustique des façades et pour le traitement acoustique des locaux en fonction de leur affectation.
- Réglementation thermique RT en vigueur.

0.03 - D.T.U. – NORMES ET REGLES DE CALCULS

D'une manière générale les travaux devront être exécutés conformément aux spécifications et prescriptions définies par les CCTG, Fascicules Interministériels applicables au Marchés Publics de Travaux de Bâtiment et de Génie Civil. Sont applicables l'ensemble des codes, lois et règlements, D.T.U., Normes et Règles de Calculs publiés par le C.S.T.B.

0.03.1 - DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES - D.T.U.

Les travaux des différents corps d'état devront être prévus suivant les spécifications techniques et règles d'exécution fixées par l'ensemble des D.T.U. et Normes NF et équivalences avec les normes Européenne en vigueur à la date de l'exécution des travaux, Cahiers des Charges, Cahiers des Clauses Spéciales et Mémento ou additifs.

0.03.2 - REGLES DE CALCUL

Sous-préfecture de Clamecy – travaux aménagement des locaux et mise aux normes ERP de l'accueil CCTP partie 1/2 - LOT 00 TCE

Sont applicables l'ensemble des Règles de Calcul en vigueur et en particulier :

Béton

Règles BAEL 91 (DTU P18.702) Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton armé suivant la méthode des états limites.

Règles BPEL 91 (DTU P18.703) Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton précontraint suivant la méthode des états limites.

Charpente

Règles CB 71 -Calcul et conception des charpentes en bois.

Règles CM 66 -Calcul et conception des constructions en acier.

Fondations superficielles

Règles DTU 13.12 (DTU 11.711) Règles pour le calcul des fondations superficielles.

Neige et vent

Règles NV65 et N84 modifiées 1995 (DTU P06.006) Règles de calcul définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions et annexes.

0.03.3 - COMMENTAIRES – CLASSEMENTS – GUIDES – RECOMMANDATIONS

Les travaux des différents corps d'état devront tenir compte :

- Des commentaires du CSTB pour la RT 2005 et la sécurité en cas d'incendie.
- Des classements des produits du bâtiment et des locaux concernant les enduits monocouches d'imperméabilisation, les façades légères, les locaux, les revêtements sols et murs, les toitures.
- Des guides professionnels pour l'amiante, le chauffage, les inondations, l'isolation, le radon, les revêtements de sols.
- Des règles ou recommandations professionnelles T2-2000 et recommandations acceptées par la C2P (janvier 2005)

0.03.4 - GUIDES ET AVIS TECHNIQUES

Les conditions d'emploi et de mise en œuvre des différents matériaux et matériels non traditionnels devront être prévues, suivant les prescriptions de documents officiels, tels que :

- Avis technique en cours de validité
- Guides techniques UEATC
- CPT du fabricant approuvé par organisme officiel
- Certificat et PV d'essais du CSTB, CTB, CERF, etc ...
- Ces documents devront être remis pour avis préalable du Maître d'œuvre et du Bureau de Contrôle.

Dans le cas de matériaux ou matériels ne bénéficiant pas d'agrément, il pourra être exigé l'exécution d'essais par un laboratoire agréé ou l'établissement d'un ATEX à la demande du Maître d'œuvre et du Bureau de Contrôle compris toutes incidences de frais de transport, essais et honoraires.

0.03.5 - DECHETS ET MATERIAUX DANGEREUX

Les conditions d'enlèvement et d'évacuation des déchets et matériaux dangereux devront être réalisées, conformément à la Réglementation en vigueur, et en particulier :

- La Loi du 15 Juillet 1975 relative à l'élimination des Déchets et à la Récupération des Matériaux,
- Le décret 97.S du 15 Mai 1997 relatif à la Classification des Matériaux dangereux
- La circulaire du 9 Janvier 1997 relative à l'élimination des Déchets d'Amiante Ciment générés lors des Travaux de Réhabilitation et de Démolition.
- La recommandation du GPEM adoptée le 22/06/2000 concernant la gestion des déchets de chantier du bâtiment.

0.04 - ETUDES, PLANS ET DOCUMENTS

0.04.1 - ETUDES TECHNIQUES

Sous-préfecture de Clamecy – travaux aménagement des locaux et mise aux normes ERP de l'accueil CCTP partie 1/2 - LOT 00 TCE

Il ne sera pas fourni d'étude technique, l'entreprise devra établir son étude en fonction des plans, schémas, CCTP et des différents règlements et règles de calculs définies ci-dessus.

Les plans établis par la maîtrise d'œuvre, définissent les principes de structure, de distribution intérieure, de l'aspect des façades et pourront être adaptés selon les études définitives des entreprises et les impératifs pour garantir la construction des ouvrages dans les règles de l'art sous réserves du respect du parti architectural et de l'accord du maître d'œuvre.

0.04.2 - CONTRÔLE DES PLANS ET DOCUMENTS

Dans le cadre de l'étude du projet, l'Entreprise est tenue de vérifier les côtes de l'ensemble des plans généraux, plans de principes techniques, détails, coupes, profils et de l'ensemble des CCTP pour s'assurer de leur homogénéité. Dans le cas d'erreur ou d'imprécisions, l'Entreprise devra signaler aux concepteurs toute erreur ou omission qu'il pourrait constater ou de les rendre attentifs à tout changement qui serait éventuellement à opérer dès le stade de la consultation. L'Entreprise devra également signaler toute anomalie ou manque de conformité et proposer les modifications jugées nécessaires. Il serait responsable des conséquences que pourrait entraîner l'inobservation de cette obligation.

0.04.3 - PLANS D'EXÉCUTION - DETAILS

Le bureau d'étude fournit les plans d'exécution pour les lots 01, 07 et 08

Dans le cadre de son offre et dans la période de préparation des travaux, l'entreprise devra prévoir tous les frais d'étude et frais d'établissement des plans de détails nécessaires à la mise au point du projet par les entreprises de chaque corps d'état et l'établissement des plans de réservations. Ces plans et détails seront établis à une échelle en rapport avec les dimensions des ouvrages afin de faire apparaître clairement tous les détails de l'exécution, ils seront cotés et indiqueront toutes les dimensions, section et renseignements nécessaires.

Pour son étude, l'Entreprise devra tenir compte de toutes les indications définies par l'ensemble des C.C.T.P., plans architectes, et détails particuliers des autres corps d'état, ainsi que des contraintes et exigences diverses pour le respect de la Réglementation en vigueur (Incendie, thermique et Acoustique en particulier).

Les entreprises ne devront en aucun cas modifier l'implantation, la section ou le nombre des éléments de structure dans le cadre de leur offre de base. Les notes de calcul, les études et plans d'exécution devront être fournies pour avis préalable du Maître d'œuvre avant toute mise en fabrication et avant exécution des ouvrages dans les conditions définies aux pièces générales, toutefois, l'Entreprise demeurera responsable de ses études.

Les travaux ne pourront commencer avant l'approbation de ces documents notes de calcul et plans d'exécution par le Maître d'œuvre, cette approbation, toutefois, ne diminuera en rien la responsabilité de l'Entreprise qui reste pleine et entière.

Après approbation de ces plans, l'Entreprise devra en transmettre un exemplaire à chacun des Entrepreneurs concernés par les travaux, pour réservation et coordination des travaux. Les plans d'exécution DEFINITIFS approuvés par le Maître d'œuvre seront transmis en 1 exemplaire sur support Papier au Maître d'Ouvrage.

0.04.4 - ESSAIS ET CONTROLES

L'entreprise sera tenue d'effectuer les essais et contrôles définis par les normes et D.T.U., ainsi que les essais éventuels demandés par le Maître d'Œuvre.

0.04.5 - DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

En fin de travaux dans les délais fixés par le C.C.A.P., l'entreprise devra remettre le dossier complet des ouvrages exécutés pour constitution du DOE et DIUO comprenant en particulier :

- Les Plans de Recollement des différents ouvrages et réseaux réellement exécutés
- La série complète des plans mis à jour correspondant aux ouvrages réalisés.
- Les P.V. d'essais.
- Les Avis Techniques et Agréments de matériaux et matériels.
- La liste détaillée du matériel installé avec coordonnées des fournisseurs.
- Les Notices et Fiches Techniques relatives à l'entretien des matériaux.
- Le Dossier d'entretien et de maintenance des installations pour constitution du DIUO par le coordonnateur SPS.
- Les documents seront remis en 2 exemplaires papier, dont 1 reproductible et 1 exemplaire en version informatique type aux formats dwg et pdf

0.05 - ORGANISATION DE CHANTIER

0.05.1 - COORDINATEUR SECURITE

La coordination de sécurité est assurée par : **APAVE**

COVID 19 ou pandémie future

Sous-préfecture de Clamecy – travaux aménagement des locaux et mise aux normes ERP de l'accueil CCTP partie 1/2 - LOT 00 TCE

Le titulaire du présent lot devra prendre en compte dans ses prix unitaires les mesures de protections de ses salariés ainsi que des méthodologies de travail spécifiques qui pourront être nécessaires au cours de l'opération en cas de COVID 19 ou pandémie future. L'entreprise devra également suivre les recommandations et règles stipulées au PGC, document de référence en termes de coordination de sécurité et de protection de la santé.

Sécurité des travailleurs et du public

Toutes les mesures de sécurité collective ou individuelle du travailleur et du public seront prises par les chefs d'entreprises qui en surveilleront la stricte application par leur personnel, sous le contrôle du Coordinateur et Sécurité et Protection de la Santé, conformément à la loi n°93 1418 du 31 décembre 1993 et de ses décrets d'applications.

L'entrepreneur assurera, sous son entière responsabilité, la bonne tenue, l'ordre, la sécurité de son personnel, de telle sorte que le Maître de l'Ouvrage ne soit jamais inquiété, ni poursuivi à ce sujet et ce conformément aux lois, décrets, règlements de police, de voirie ou autres ... dont il ne saurait plaider l'ignorance.

0.05.2 - ORDONNANCEMENT, COORDINATION, PILOTAGE

L'Ordonnancement, la Coordination et le Pilotage : **ATELIER ARCH'CADE**

0.05.3 - PLANNING DES TRAVAUX

Le délai global d'exécution des travaux est défini dans le cadre du CCAP. Le planning définitif des travaux sera arrêté pendant la période de préparation, le maître d'œuvre, le maître de l'ouvrage en fonction des temps d'intervention fournis par l'entreprise et des impératifs de livraison. Chaque entreprise devra fournir au maître d'œuvre le temps d'intervention détaillé de ses travaux dans le cadre de la période de préparation.

Délai global d'exécution : **6 semaines de préparation + 13 semaines de travaux (hors congés et hors intempéries).**

0.05.4 - REUNIONS DE CHANTIER

La fréquence des rendez-vous de chantier sera décidée par le maître d'œuvre, lors de la réunion préparatoire de chantier. L'entreprise désignera un responsable unique de chantier, qui devra assister à tous les rendez-vous de chantier et répondre à toutes les convocations du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage sous peine de se voir systématiquement infliger des pénalités contractuelles par absence injustifiée qui viendront en déduction du montant du marché de l'entreprise. Le maître de l'ouvrage appréciera l'infime justification donnée par l'entreprise sans que sa décision ne puisse faire l'objet d'un recours. Le responsable de chantier devra nécessairement être nanti de tous les pouvoirs, en matière de décisions d'ordre technique.

0.05.5 - COMPTE PRORATA

Le compte prorata sera régi conformément aux dispositions de la norme NFP 03-001 (dernière édition) hors aménagements particuliers décrits dans les CCTP, qui prévaudront sur la norme. Il sera géré par l'entreprise adjudicatrice du lot n°1 sous le contrôle des membres de la commission de compte prorata.

La commission de compte prorata sera constituée des représentants de l'ensemble des corps de métiers.

Toutes les dépenses devant rentrer dans le compte prorata donneront lieu à l'établissement d'un devis qui devra être accepté par le Comité de Gestion.

Chaque entreprise devra prévoir dans son offre tous les moyens de levage adaptés à ses ouvrages, les échafaudages et toutes les protections nécessaires pour son personnel, ses installations et autrui.

0.05.6 - INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER

Les entreprises devront prévoir dans leur offre tous les frais relatifs aux installations communes de chantier, ainsi que les installations de sécurité suivant la réglementation en vigueur.

Le lot n° 01 : GROS ŒUVRE – VRD

- Mise en place des installations de chantier

Le lot n°08 ÉLECTRICITÉ

- Mise en place d'un coffret de chantier et d'un chauffage électrique provisoire de chantier

- sanitaire de chantier

Sous-préfecture de Clamecy – travaux aménagement des locaux et mise aux normes ERP de l'accueil CCTP partie 1/2 - LOT 00 TCE

Sans objet : la maîtrise d'ouvrage mettra à disposition des sanitaires situé dans les locaux de la sous-préfecture durant la durée du chantier

– bureau de chantier

Sans objet : mise à disposition d'un bureau situé dans les locaux de la sous-préfecture durant la durée du chantier

– réfectoire de chantier

Sans objet : mise à disposition d'une pièce situé dans les locaux de la sous-préfecture durant la durée du chantier

0.05.7 – LE QUANTITATIF

Il appartient aux entreprises de calculer les quantités d'ouvrages à mettre en œuvre, conformément au dossier d'appel d'offres, de modifier, si nécessaire, les quantités données à titre indicatif dans le DPGF.

0.05.8 - NETTOYAGE DES VOIRIES ET ACCÈS

Chaque entreprise prendra toutes dispositions pour éviter de souiller les chaussées de la voie publique et voirie d'accès et de desserte à l'intérieur du terrain. La chaussée éventuellement souillée devra être nettoyée au fur et à mesure par l'Entrepreneur à ses frais. Son attention est attirée sur les termes de l'article 471 du Code Pénal, paragraphe 4, relatif au nettoyage des chaussées souillées par des camions. Les services de voirie pourront être amenés à procéder à ces nettoyages. Les frais en résultant seront à la charge de l'Entrepreneur qui supportera également les amendes qui pourraient être infligées. En cas de détérioration de la voirie, celle-ci sera remise en état aux frais de l'Entrepreneur et à cet égard il est demandé qu'un P.V. contradictoire de l'état des chaussées et trottoirs soit établi avec les Services de la voirie, l'Entrepreneur et le Maître d'Œuvre, à la diligence de l'Entrepreneur.

0.05.9 - NETTOYAGE CHANTIER ET GRAVATS

Chaque entrepreneur devra assurer le nettoyage du chantier, la sortie et l'évacuation des gravois et détritres provenant de l'exécution de ses ouvrages, pour laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution de ses travaux.

L'évacuation des gravats devra être effectuée chaque jour

Les déchets dangereux de classe I seront évacués par l'entreprise concernée.

0.05.10 - NETTOYAGE GENERAL AVANT RECEPTION

Préalablement à la livraison des ouvrages au Maître d'Ouvrage, l'Entreprise du lot n°1 Gros œuvre, devra le nettoyage des abords ainsi que l'enlèvement des dispositifs de protection, et ce, afin de livrer lors de la réception, le bâtiment en parfait état d'achèvement.

Il est rappelé que chaque entreprise doit assurer le nettoyage des locaux et des équipements de son lot après son intervention, enlever la protection de ses ouvrages tels que films protecteurs, emballages plastiques ou autres dispositifs et évacuer ses gravois (débris divers, chutes de matériaux, containers, etc.).

0.05.11 - RESPONSABILITÉ POUR VOLS ET DEGRADATIONS

Il est ici formellement stipulé que l'Entrepreneur demeurera entièrement responsable de ses approvisionnements et de ses ouvrages jusqu'au jour de la réception des travaux, qu'il s'agisse de vols, détournements ou dégradations. Les entreprises devront prendre toutes les mesures pour assurer la fermeture du chantier, cantonnement et des bâtiments avec mise en place de canons provisoires.

0.06 - CONDITIONS PARTICULIERES RELATIVES AU CHANTIER

0.06.1 - SUJETIONS D'EXECUTION

Chaque entreprise devra prévoir et tenir compte de toutes les sujétions d'exécution, pour la réalisation des travaux compte tenu du site et du contexte des lieux, telles que définies par le présent CCTP, ainsi que par les directives et consignes particulières de la maîtrise d'œuvre, du maître de l'ouvrage.

0.06.2 - LOCALISATION DES OUVRAGES

Sous-préfecture de Clamecy – travaux aménagement des locaux et mise aux normes ERP de l'accueil CCTP partie 1/2 - LOT 00 TCE

La localisation des différents travaux et prestations à prévoir est définie par l'ensemble des plans et documents joints au dossier DCE et comprenant :

- Les Plans établis par la maîtrise d'œuvre définissant les distributions intérieures et l'aspect des façades ainsi que les principes de structures.
- Les CCTP détaillés des corps d'état.
- Chaque CCTP complète les plans en ce qui concerne la nature des matériaux et prestations à réaliser ainsi que leur mise en œuvre.

0.06.3 - DEMARCHES ET AUTORISATIONS

Il appartiendra à chaque Entreprise concernée d'effectuer, en temps utile, toutes les démarches et établir toutes demandes de DICT après des services concernés (services publics ou services administratifs) pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords..., nécessaires à la réalisation des travaux en particulier pour :

Etablissement des déclarations de travaux
Demandes de branchement de chantier.

0.06.4 - BRUITS DE CHANTIER

D'une manière générale, tous matériels et équipements utilisés devront être insonorisés et silencieux.

0.07 - QUALITÉ DES MATÉRIAUX ET MATERIELS

0.07.1 - QUALITE DES MATERIAUX

Tous les matériaux et matériels devront être conformes aux différentes Normes et Textes définis ci-dessus. Les produits employés devront dans la mesure du possible être certifiés et bénéficier d'un marquage (NF-CSTB-CTB, etc.) Les spécifications particulières de qualité définies par la Notice Descriptive ou les plans de détails devront obligatoirement être respectées.

Indépendamment de leur conformité avec les prescriptions de normes et documents techniques susvisés, les matériaux, matériels et appareils qui seront employés ou fournis pour la réalisation des travaux seront toujours neufs et de la meilleure qualité, dans l'espèce indiquée. Il ne sera pas admis dans les propositions que lors de l'exécution des travaux, de fourniture de matériaux de qualité inférieure à celles prescrites.

En cas de fourniture et de mise en œuvre de matériaux non conformes ou non agréés par le Maître d'œuvre, le Maître d'œuvre en refusera l'emploi. L'entrepreneur devra prendre à sa charge le remplacement des matériaux défectueux et devra supporter seul les frais occasionnés par le respect des obligations susvisées.

0.07.2 - MARQUES ET REFERENCES

Il est précisé que les Marques et Références des matériaux et matériels définies dans le C.C.T.P., les tableaux en annexe et les plans du Maître d'œuvre, résultent du programme et du choix des matériaux déterminés en accord avec le Maître de l'ouvrage.

L'Entreprise pourra éventuellement proposer le remplacement de ces matériaux par des matériaux équivalents sous réserve d'obtenir l'accord du Maître d'œuvre et du Maître de l'ouvrage après fourniture des fiches techniques et PV justificatifs. Il est expressément prévu que, dans le cas où, pendant la construction, la fourniture ou la mise en œuvre de certains matériaux, équipements ou matériels se révéleraient impossibles, difficiles ou susceptibles d'entraîner des désordres et ce, pour un motif quelconque (par exemple : retard d'approvisionnement, défaut de fabrication, difficultés d'importation), le Maître d'ouvrage pourra remplacer ces matériaux par d'autres de qualité au moins équivalente.

0.08 - MISE EN OEUVRE ET REALISATION DES OUVRAGES

0.08.1 - CONCEPTION DES OUVRAGES

La conception des différents ouvrages à réaliser dans le cadre des travaux devra être prévue en fonction de l'ensemble des Règlements et Texte définis ci-dessus. Il est précisé que la conception des ouvrages devra être prévue de manière à respecter les plans du Maître d'œuvre. Il ne sera autorisé aucune adaptation ou modification sans autorisation préalable du Maître d'œuvre.

0.08.2 - SPECIFICATIONS GENERALES D'EXECUTION

Tous les travaux devront être exécutés selon les Règles de l'Art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage. A ce sujet, il est formellement précisé à l'Entreprise qui lui sera exigé, un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règlements en vigueur et qu'il ne sera accordé aucune Plus-value pour obtenir ce résultat, qu'elles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

Sous-préfecture de Clamecy – travaux aménagement des locaux et mise aux normes ERP de l'accueil CCTP partie 1/2 - LOT 00 TCE

La démolition de tous les travaux reconnus défectueux par le M.O. et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'Entreprise, de même que tous les frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Sauf dérogation expresse du M.O. ou indication contraire explicite résultant du texte du C.C.T.P. tous les ouvrages devront être traités en accord avec les spécifications des documents techniques et textes réglementaires en vigueur.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués devront être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique ou du fabricant. Toutefois, en cas de désaccord avec les prescriptions du C.C.T.P., les entreprises devront le signaler au M.O. en temps utile. Ce dernier prendra alors toutes décisions utiles à ce sujet.

0.08.3 - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

L'Entreprise sera tenue de s'assurer du parfait achèvement de l'ensemble des travaux et des installations sachant que le présent devis descriptif n'est en rien limitatif et ne peut déroger d'aucune manière aux Règles de l'Art et que l'Entreprise est de par sa qualification apte à palier toutes les erreurs ou omissions.

De ce fait, l'Entreprise ne pourra prétendre à aucun règlement en Plus-value, ni se dérober devant l'obligation de conformité de ses travaux et installations dans leur ensemble.

Par ailleurs, si préalablement à l'exécution et en cours de montage des modifications d'ordre secondaire inhérentes à tout chantier s'avèrent nécessaires, l'Entreprise ne saurait de ce fait demander une quelconque plus-value.

Les travaux seront exécutés conformément aux dispositions des plans, et descriptifs dans leur ensemble sans limitation ni restriction.

Indépendamment des garanties prévues par les articles 1792 à 1792-3 et 2270 du Code Civil, l'adjudicataire est tenu, pendant une année à compter de la réception des travaux, de remédier, à ses frais et risques, à tous les désordres nouveaux qui surviendraient, faire tous travaux nécessaires ou utiles et faire en sorte que l'ouvrage demeure conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées à la réception. Toutefois, la garantie ne couvre pas les travaux qui seraient dus à un usage ou une usure normale, ni les travaux d'entretien ou les conséquences d'un abus d'usage ou de dommages causés par un tiers.

Lorsque des désordres sont signalés par le maître de l'ouvrage pendant l'année de garantie de parfait achèvement, la simple notification à l'adjudicataire vaut mise en demeure de réparer durablement et conformément aux règles de l'art, dans le plus bref délai, sans que celui-ci puisse, en aucun cas, excéder un mois. Passé ce délai, le maître de l'ouvrage pourra faire procéder aux travaux aux frais et risques de l'adjudicataire défaillant.

0.08.4 - TOLERANCES DIMENSIONNELLES

Tous les travaux et ouvrages prévus dans le cadre du projet devront respecter les tolérances dimensionnelles prévues par les normes DTU et règlements particuliers.

0.08.5 - RECEPTION DES SUPPORTS

Avant de commencer ses travaux, chaque entreprise devra réceptionner les supports.

En règle générale et pour l'ensemble des ouvrages dus au titre du présent marché, l'entrepreneur devra réceptionner les supports livrés par les autres entreprises concernées.

Cette réception contradictoire en présence du maître d'œuvre et de l'entrepreneur qui a réalisé les supports fera l'objet d'un procès-verbal mentionnant la réception sans réserve ou éventuellement la liste des travaux rectificatifs ou complémentaires à entreprendre pour satisfaire au respect des prestations et des tolérances exigées dans l'exécution des supports.

Si la réception contradictoire n'est pas faite avant la réalisation des ouvrages, l'entrepreneur sera réputé avoir réceptionné les supports sans réserve et il supportera alors sans supplément de prix les conséquences techniques et financières des défauts éventuels qui pourraient se révéler ultérieurement. Le titulaire du présent lot devra faire réceptionner ses ouvrages par les Entrepreneurs chargés des travaux de finition et ceci dans les mêmes conditions que ci-dessus.

0.08.6 - DECHARGEMENT, MONTAGE DES MATERIAUX, PROTECTION DES OUVRAGES

L'Entreprise sera responsable du déchargement, du stockage et du montage de ses matériaux et matériels, les frais en résultant seront inclus dans son offre. L'Entreprise devra assurer la conservation de ses ouvrages pendant la durée des travaux, et ce jusqu'à la réception. Il lui appartiendra d'établir les protections nécessaires et d'en assurer l'entretien. Les dispositifs de protection seront enlevés lors de la réception.

En cas de vol, bris ou détérioration d'ouvrage, l'Entreprise en restera responsable et devra avoir une assurance couvrant ces risques. En aucun cas, il ne sera admis d'indemnité ou imputation de préjudice pour les dégâts résultant de la non observation de ce qui précède.

0.08.7 - TROUS – PERCEMENTS – SCHELLEMENTS – RACCORDS

Lors de la mise au point des plans d'exécution, les entreprises devront obligatoirement communiquer à l'entreprise de gros œuvre, les réservations nécessaires au passage des canalisations, scellements de pattes ou autres réservations telles que trémies, engravures, feuillures nécessaires à l'exécution des travaux.

Les entreprises des corps d'état secondaires ne devront en aucun cas effectuer elles-mêmes un trou ou un percement quelconque dans les ouvrages de béton ou BA.

Les trous ou percements et les agrandissements ou modification des trous existants dans les éléments de structure portante, quels qu'ils soient, seront obligatoirement effectués par l'entreprise du lot G.O.

Par contre les percements de petits diamètres inférieurs à 100 mm seront effectués par les lots techniques concernés. Tous les scellements, calfeutrements et raccords dans les ouvrages en béton armé sont à la charge du lot gros œuvre. Chaque entreprise devra en ce qui concerne la mise en place de ses ouvrages et leur fixation provisoire en accord avec le maçon pour que toutes dispositions soient prises pour assurer le maintien correct des dits ouvrages.

Les bouchements de trémies de canalisations ne seront effectués par l'entreprise de gros œuvre qu'après mise en place des tuyauteries ou fourreaux par les entreprises intéressées.

Tous les percements, rebouchages, raccords qui seront à exécuter dans les ouvrages autres que ceux désignés ci-dessus seront exécutés à leurs frais par les corps d'état secondaires sous leur responsabilité.

Après réalisation des contrôles et essais des différentes installations et équipements techniques, il devra être prévu le rebouchage et le calfeutrement de toutes les traverses dans les parois, cloisons et planchers, afin d'obtenir les degrés CF et d'isolation thermique ou phonique exigés.

0.08.8 - BRANCHEMENTS ET RACCORDEMENTS

Tous les travaux de raccordement et les demandes auprès des services concessionnaires sont à la charge des entreprises concernées.

Toutes les taxes et redevances dues au titre des raccordements seront à la charge du Maître de l'ouvrage.

0.09 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

0.09.1 - PIQUETAGE GENERAL.

Conformément à l'article 27.2 du CCAG Travaux, le piquetage général sera effectué pour la totalité des ouvrages par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre

0.09.2 - TRAIT DE NIVEAU ET TRAIT D'AXE.

L'entrepreneur du lot gros œuvre est seul responsable des niveaux des bâtiments. A partir des bornes de nivellement, l'entrepreneur du lot gros œuvre doit le trait de niveau dans tous les locaux sur tous les murs et cloisons, avant et après les doublages ou enduits. Il en assurera l'entretien pendant la durée du chantier, y compris au-delà de la limite des travaux de ce lot et pour ce faire, il le reportera ou le tracera autant de fois qu'il sera nécessaire. L'entrepreneur veillera à ne pas tracer de trait de niveau avec un produit qui puisse apparaître au travers des revêtements futurs des murs et cloisons.

0.10 - DISPOSITIONS GENERALES

0.10.1 - CONNAISSANCE DES LIEUX

Avant toute remise de prix, l'entrepreneur devra obligatoirement se rendre sur place, afin de se rendre compte des moyens d'accès, de la disposition des lieux et des sujétions d'exécution définies par le présent CCTP.

L'entrepreneur devra également prendre tous les contacts et demander tous les renseignements nécessaires à la détermination de son offre et à l'exécution de ses travaux. De ce fait, l'entrepreneur ne pourra en aucun cas revenir sur le caractère forfaitaire de son marché. L'Entrepreneur est réputé par le fait d'avoir remis une offre de prix :

- S'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux.
- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui lui sont attachées.
- Avoir pris connaissance des contraintes d'accès au chantier, gabarit, charges autorisées et conditions générales d'intervention.
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations, en particulier la protection des ouvrages existants, réseaux, etc...
- Avoir pris connaissance de l'ensemble des documents Plans et CCTP, de Tous les lots.
- Avoir pris connaissance des contraintes dues à l'affectation et l'équipement des locaux.

En résumé, l'Entrepreneur est réputé avoir pris une connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution. L'Entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

0.10.2 - COMPOSITION DES OFFRES

L'attribution des travaux sera prévue en marché global et forfaitaire par corps d'état, il est précisé que chaque entreprise dans le cadre de son offre devra prévoir l'ensemble des travaux et prestations nécessaires à la réalisation du projet tel que défini par l'ensemble des plans et des C.C.T.P.

Les différents lots du devis descriptif général ont pour objet de faciliter la rédaction des descriptions et la répartition des ouvrages. Cependant, les travaux de détermination découlant directement de chaque corps d'état font partie du prix global et l'entreprise devra tenir compte de toutes les prestations et sujétions découlant des prestations définies dans un corps d'état particulier.

Le CCTP définit l'essentiel des ouvrages dus par l'entrepreneur. Même s'il ne décrit pas dans le détail les ouvrages identiques tels que : façon de baies, de seuils, d'appuis de tableaux, feuillures, rejingots etc. Ces travaux sont compris dans le marché au même titre que les autres ouvrages, ainsi que tous ceux nécessaires à la bonne finition des ouvrages.

Les devis descriptifs de chaque corps d'état définissent le mode d'exécution des ouvrages visés dans les différents lots. Ils complètent ou résultent des indications des plans. Ils précisent, outre la position et l'emplacement des ouvrages, la nature et la texture des travaux.

Le prix global convenu comprendra sans exception ni restriction (sauf précisions formelles et contraintes ci-après) la totalité des ouvrages nécessaires à la réalisation du projet, tel qu'il en résulte des plans du maître d'œuvre et des devis descriptifs dans leur ensemble.

0.10.3 - DISPOSITIONS TECHNIQUES ET FINANCIERES D'ORDRE GENERAL

Les plans du Maître d'œuvre et les C.C.T.P. de Tous les Corps d'Etat font connaître le programme général de construction à réaliser et les modes d'exécution des travaux. En cas d'omission, d'imprécisions ou de contradictions dans ces documents, il est fait obligation à l'Entrepreneur d'obtenir du Maître d'œuvre, toutes précisions ou renseignements complémentaires nécessaires, et cela dès le stade de l'étude de son offre, et de prévoir dans le prix global de sa soumission tous travaux indispensables dans l'ordre général et par analogie avec les indications des plans et des C.C.T.P.

L'Entrepreneur titulaire du marché, sera par conséquent, réputé avoir tenu compte de cette clause dans sa soumission et ne pourra faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque pour ne pas exécuter des travaux qui seraient nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages et à leur bon fonctionnement.

L'Entrepreneur est tenu de vérifier les cotes et dimensions indiquées sur les plans. Les inexactitudes qui pourraient être évoquées après la passation du marché ne sauraient en aucun cas, mettre en cause le prix global arrêté. L'Entrepreneur se soumettra pleinement aux ordres du Maître d'œuvre en vue de rectifier ces inexactitudes. Dans le même esprit, les dispositions des plans et C.C.T.P. / T.C.E. seront réglées par référence aux règles de l'art et aux dispositions des documents techniques de référence, et conformément aux décisions du Maître d'œuvre sans entraîner pour autant de modification au prix global du marché.

Les données techniques du dossier devront être vérifiées par chaque Entreprise et acceptées par chacune d'elles, sans réserve lors de la remise d'offres. Sans observations de sa part, elles seront considérées comme contractuelles et ne pouvant être remises en cause par l'Entreprise lors de l'exécution des travaux. En conséquence, il ne sera jamais alloué de supplément quelconque pour sujétions qui s'avèreraient nécessaires, même si celles-ci n'étaient pas précisées aux pièces du marché.

Pendant la durée des travaux, tout constat d'Huissier complémentaire qui serait jugé nécessaire devra être prévu par l'entreprise.

Il appartiendra à chaque Entreprise d'effectuer, en temps utile, toutes les démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords nécessaires à la réalisation des travaux.

0.10.4 - PRÉSENTATION DES OFFRES

Les entreprises devront établir leur offre pour chaque lot en fonction du cadre chronologique des CCTP avec décomposition par nature d'ouvrages. Le bordereau quantitatif et estimatif de l'entreprise devra être détaillé par poste et par ouvrage et pourra être utilisé, quant aux prix unitaires, pour les modifications éventuelles du projet.

Les entreprises devront établir les quantités en fonction des plans et CCTP et de leur étude.

Les travaux de chaque lot seront traités à prix global et forfaitaire.

Les Prix Unitaires comprendront tous les frais, toutes les fournitures, la main-d'œuvre et les divers ouvrages nécessaires pour l'exécution complète de l'article considéré.

Les Prix Unitaires seront exprimés Hors T.V.A. en Euros.

En fin de bordereau, le Montant Total sera exprimé Hors Taxes.

La T.V.A. applicable sera ressortie au Taux Légal en vigueur à date de la soumission.

Le montant Global T.T.C. (H.T. + T.V.A.) de l'offre sera indiqué en Euros.